

CIBLE

Rien

Rien succède à rien. Autrement dit, Jean-Claude Trichet remplace Wim Duisenberg à la tête de la Banque centrale européenne pour présider à la même absence de politique monétaire.

Comme un bouchon, l'euro monte et descend au gré des fluctuations du dollar. S'il baisse, le clonique président de la BCE et les financiers s'alarment mais les exportateurs se portent mieux. S'il monte, les banquiers de Francfort et d'autres lieux se congratulent - mais les industriels de la zone euro sont plus ou moins lourdement pénalisés. Rien n'y peut rien, c'est la « loi du marché » !

Monsieur Trichet est un néant politique mais un homme heureux : l'euro est enfin « fort » par rapport au dollar, il va être photographié en compagnie des grands de ce monde et, du haut de son piédestal, il va contempler l'économie stagnante de la zone euro, la montée du chômage, la pauvreté de masse. Ce qui ne l'empêchera pas de célébrer encore et toujours la monnaie forte et d'inciter au respect du stupide pacte de stabilité.

Monsieur Trichet est un fanatique. Mais c'est un fanatique bien élevé.

Électricité de France

Notre bien public

Idylle

Chine et
États-Unis

p. 5

Idées

Penseurs
juifs

p. 9

Débats interdits

Avez-vous peur du voile islamique ? Croyez-vous au déclin français ? Êtes-vous antisémite ? Favorable à l'euthanasie ? Partisan d'inscrire la religion dans les valeurs européennes ? Cochez, comptez vos points, et additionnez pour savoir si vous êtes dans le coup ou dans les choux...

Laudator temporis acti. Les Anciens désignaient ainsi l'apologiste des temps passés. *Laudator temporis praesentis* conviendrait au louangeur des présentes nouvelles, au courtisan de l'actuel. Métier qui ne pâtit chez nous ni des trente-cinq heures, ni de la canicule, mais profite de l'estime qu'on porte aux « débats de société » pour imposer à tous son magistère.

Certes. Notre réputation d'esprit critique est en cause. Les débats bruyamment ouverts sur les plages médiatiques à chaque marée montante de problèmes « d'époque », s'achèvent par une tribune offerte au *Laudator temporis praesentis*. D'où vient que la puissante déferlante des questions majeures ne laisse sur le sable que ces queues de poisson ? Sommes-nous devenus simples, indifférents au monde ? Ou serions-nous cernés, malgré les apparences, de débats interdits ?

Prenez le voile - ou plutôt, tentez de ne pas le prendre dans le couvent laïc ou calotin actuel ! Schneidermann (1), libéré du Monde, dessine la courbe décroissante des incidents liés au port de l'objet : aujourd'hui, 150 cas en France. Voilà la République en danger, les mollahs à la Concorde, et le sang-impur abreuvant nos sillons... Belle couverture médiatique.

Or tout est lié, car, ayant pris le voile par le bout que vous pourrez, vous croirez fatalement les valeurs européennes, qui - oubliez que la « constitution » in progress de M. Giscard d'Estaing n'est qu'un « traité » ! - ne peuvent souffrir l'intrusion d'un concept antérieur aux Lumières. On classe coûteusement les églises, mais on décline le concept qui les a fait naître. On construira des mosquées, mais cachez cet Allah qu'on ne saurait voir. On défend les synagogues contre les agressions, mais que doit

l'Europe au judaïsme ? Des nèfles. Quant au débat sur ces thèmes, il est si nerveusement refoulé que le Premier ministre flanqué de la Présidente brave les anathèmes pour aller déposer le sac de nœuds aux pieds du Saint Père... Bizarre, mais prudente gestion des sondages.

Oui, tout est lié. Prenez le voile par l'autre pointe - Schneidermann en parle joliment - et vous avez un débat foireux prêt à servir. Les « beurettes juives » Lévy-Omari sont un mixte parfait pour mettre en scène chez Ardisson le grand jeu des sémites empêtrés. Pensez donc, deux donzelles renvoyées du lycée pour port de voile rentrent chez leur papa juif athée droit-de-l'homme, tandis qu'à leur côté, Tariq Ramadan brocarde les « intellectuels juifs français ». Incohérent ? L'audimat est bon.

La grande lamentation du déclin français enchaîne parfaitement sur ces égarements

du sens critique. Bertrand Renouvin fait litière dans *La déchéance des élites* (2) de la cruelle vengeance de la nouvelle élite libérale contre « ceux d'en bas ». Laisse béton la France, mec ! Les journaux raffolent de ça.

Enfin, et de nouveau, l'euthanasie. Certes, on préférerait garder le mot « bonne mort » pour les vies qu'on accompagne jusqu'au dénouement et inventer un sigle pour leur interruption volontaire, mais passons. Au lendemain de la triste affaire Humbert, créditée du « mérite de relancer le débat », une praticienne en soins palliatifs explique ce qui permet d'échapper à l'acharnement thérapeutique comme à son contraire. Le *Laudator temporis* de service répond : « Oubliez votre culture et faites ce que le malade vous demande. »

Ce pourrait être le mot de la fin, de notre fin, française, européenne, humaine tout simplement. Oubliez votre culture ! Conformez-vous aux indicateurs de l'instant. Laissez-vous embarquer dans le débat binaire, cochez la case. Dites-vous bien que tout autre débat est interdit.

Oubliez votre culture, je vous dis ! Voilà.

Luc de GOUSTINE

(1) « Alma, Lila, Tariq, demandez le scandale », vendredi 24 octobre 2003. On peut aussi se reporter à nos articles dans *Royaliste* : n° 524 « Les foulards et le refoulé », 1989, et n° 630 « Et pour quelques foulards de moins... », 1994.

(2) *Royaliste* n° 823 du 26 octobre 2003.

royaliste ♦

SOMMAIRE : p.2 : Débats interdits - p.3 : Le sacrifice du lundi - Sabots - p.4 : Quelles bonnes nouvelles ? - La troïka aux abois - p.5 : Lune de miel sino-américaine - p.6/7 : Notre bien public - p.8 : Debray - Notre empire des steppes - p.9 : Judaïsme contre nihilisme - p.10 : Passion - Charles de Foucauld - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Le sens d'une injure.

REDACTION-ADMINISTRATION

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Téléphone : 01.42.97.42.57

Télécopie : 01.42.96.05.53

Dir. publication : Yvan AUMONT

Com. parit. 51700 - ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (46 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

Le sacrifice du lundi

Supprimer un jour férié ? Rendue publique par une fuite fin octobre, la mesure est incohérente et absurde du point de vue économique. Mais elle révèle l'arrière-pensée moralisante de Jean-Pierre Raffarin et de son milieu, qui oublie de prêcher par l'exemple.

Ce sera le contraire de la Saint Lundi (1). Du moins si le gouvernement résiste à la bourrasque médiatico-politique provoquée le 28 octobre par François Fillon révélant que le Premier ministre avait décidé que le lundi de Pentecôte ne serait plus férié.

L'idée circulait depuis l'été dernier mais on la croyait morte et enterrée tant elle paraissait absurde : la suppression d'un jour férié et l'augmentation des taxes patronales d'un pourcentage correspondant (0,2 % ou 0,3 % de la masse salariale) se traduiraient, d'une part, par une augmentation de la production et, d'autre part, par une rentrée de près de 2 milliards d'euros chaque année qui seraient affectés à un fonds d'aide aux personnes âgées ; grâce à l'effort collectif, nous expliquait-on, nos braves vieux, survivants de la canicule, pourront être bichonnés. La préoccupation sociale du gouvernement n'était-elle pas admirable ?

Hélas ! Dès septembre, le mouvement Attac dénonçait le projet dans un communiqué qui mettait en évidence la grossièreté de l'argumentation : la production ne dépend pas seulement de la quantité de travail fournie, mais de la qualité de ce travail, du niveau de la demande de biens et de services, du montant des investissements et du nombre de

travailleurs employés. A partir de là, on peut aligner d'intéressants paradoxes :

- quand un pays est en récession, une journée de production supplémentaire accroît le stock de biens qui n'ont pas été vendus à cause de la faiblesse de la demande ;

- s'il est vrai que la réduction de la durée du travail crée des emplois, l'augmentation de la durée du travail va en supprimer ;

- on ne peut pas se plaindre que les Français ne travaillent pas assez (thème rebattu de la « France paresseuse ») et procéder en même temps à des licenciements massifs dans le secteur industriel.

A ces austères considérations s'ajoutèrent les drôleries de la polémique. Comme il était prévu que les fonctionnaires travailleraient aussi ce sacré lundi, on se demanda ce que leur quantité de travail produisait et quelle taxe serait prélevée. Les experts répondirent qu'on verserait un équivalent de taxe patronale, en fait une subvention, mais personne ne parvint à expliquer en quoi consisterait concrètement la production solidaire du professeur, du militaire... et du Premier ministre. La raffarinade devint « coniculaire » lorsque l'ultra-libéral Alain Madelin dénonça le « retour de la corvée » ! Et la « conicule » devint abyssale lorsqu'on apprit que les

commerçants et artisans (la clientèle de la droite) seraient exemptés de la corvée.

D'aucuns en conclurent que la décision de Jean-Pierre Raffarin était stupide. Je crois au contraire que sa décision est raisonnée et qu'elle procède de la philosophie morale du milieu dirigeant. Où plutôt de ce qui en tient lieu : un discours sacrificiel que l'on retrouve dans les gémissements compassionnels des journaux télévisés, assortis d'exemples édifiants de bénévoles qui se décarcassent et de mauvais citoyens qui restent indifférents aux souffrances des malades dans les salles d'urgence et des vieillards abandonnés. L'oligarchie libérale crée les misères qu'elle reproche de ne pas compenser par le don de notre argent, de notre temps et de notre peine.

Ce moralisme est répugnant car la classe dirigeante prêche l'esprit de sacrifice tout en se livrant à ses dispendieuses jouissances : ainsi madame Chirac, monsieur et madame Raffarin et leurs nombreux amis qui, à l'occasion de la béatification de mère Teresa, ont mobilisé deux appareils Falcon 900 de l'armée de l'air pour aller dépenser quelque cent mille euros dans le plus grand palace de Rome (2).

Nous sommes là dans l'obscène.

Sylvie FERNOY

(1) Naguère les ouvriers qui avaient trop bu le dimanche ne venaient pas travailler le lendemain afin de cuver paisiblement leur vin.

(2) cf. *Le Canard enchaîné* du 22 octobre.

Sabots

Ce sont de gros sabots que le parti hollandiste a mis pour se donner un joli teint « altermondialiste » avant la tenue du Forum social européen. Expulsés des réunions d'Annemasse en juin et du Larzac en août, les prétendus socialistes voudraient bien qu'on croie cette fois à leur bonne foi.

Le camarade Hollande y est donc allé de son couplet en affirmant que les altermondialistes « portent les mêmes exigences » que le Parti socialiste, où certains parlent de « bâtir un autre monde ».

Insignifiantes homélies. Tout le monde sait que le retour de la gauche au pouvoir se traduira, en France comme ailleurs, par le maintien de la ligne ultra-libérale.

Les hollandistes devraient enfin tirer les conséquences de leurs choix implicites. Partisans du « recentrage » libéral-libertaire, ils ont déserté sur leur gauche un immense espace qui est occupé par la mouvance altermondialiste, les militants de base des syndicats et l'extrême gauche classique.

Les recentrés ne sauraient donc s'étonner de se voir récusés par les tenants de l'anticapitalisme radical. Ils ne peuvent pas non plus se plaindre quand Lutte ouvrière et la Ligue communiste révolutionnaire concluent un accord électoral pour les régionales et refusent d'emblée de se désister pour les héritiers de Jacques Delors et de Lionel Jospin. La vieille extrême gauche n'est sans doute pas une force politique d'avenir, mais c'est bien la faute du social-hollandisme si Alain Krivine et Arlette Laguiller retrouvent depuis quelques années un air de jeunesse.

Jacques BLANGY

Quelles bonnes nouvelles ?

Dans les médias, les fausses bonnes nouvelles chassent les vraies mauvaises nouvelles. Mais cela n'a aucune importance puisque tout ou presque se perd dans le flux de la communication. Retenons cependant quelques propos saisis sur le vif.

Savez-vous ce que la classe politico-médiatique pense de la France d'en bas ? C'est assez simple : la France d'en haut pense que les vraies gens veulent être rassurés par la France d'en haut et qu'ils attendent par conséquent des nouvelles rassurantes.

En deux mots comme en cent : *gouvernance égale «rassurance»*. Mais la beauté de la formule laisse un point en suspens : quand baisse la cote de popularité de M. Raffarin, quand l'économie est sur la pente de la récession, que faire pour rassurer les braves gens ?

Eh bien ! on diffuse de fausses bonnes nouvelles avec des vrais chiffres qui occuperont les esprits une journée entière. Exemple : le 30 octobre, nous apprenons par la télévision, par les sites Internet et par la presse écrite que la pauvreté a reculé en France. C'est l'INSEE qui le dit, donc c'est vrai. Et cette vérité se prouve avec des données chiffrées : alors que 4,1 millions de Français vivaient sous le seuil de pauvreté en 1996, le total est tombé à 3,7 millions.

Mais quand ? C'est là que les choses se compliquent. L'annonce de la bonne nouvelle est suivie d'une petite précision qui n'est pas commentée : c'est en l'an 2000 que la pauvreté a diminué, du moins chez les personnes actives en raison de la baisse du

chômage car les retraités pauvres étaient plus nombreux en 2000 que quatre ans plus tôt.

Dans la France d'en bas, certains auront sans doute retenu pendant quelques jours le côté rose de l'information. D'autres, férus d'arithmétique, se sont aperçus que trois années avaient passé et que la conjoncture économique n'était plus la même. Les experts au service du gouvernement diraient « plus tout à fait la même ».

Ces braves arithméticiens d'en bas n'ont pas tort (les mêmes experts diront « pas tout à fait tort ») car au lendemain de la bonne nouvelle du 30 octobre, est tombée une mauvaise nouvelle qui n'a été donnée que dans la seconde moitié du journal de 13 heures de France 2 : le nombre des demandeurs d'emplois a augmenté de 1 % en septembre 2003, ce qui donne une progression annuelle de 6,9 % - malgré le calcul minimaliste du taux de chômage, le nettoyage des fichiers et autres astuces.

D'où notre prévision, d'une audace ébouriffante : en l'an 2006, attendez vous à savoir que la pauvreté des personnes actives a augmenté en 2003 par rapport à l'an 2000. En revanche, nos experts ne peuvent vous garantir une baisse de la pauvreté chez les retraités...

Annette DELRANCK

La troïka aux abois

Après avoir fait du *Monde* un journal médiocre et souvent douteux, Jean-Marie Colombani, Edwy Plenel et Alain Minc exposent l'ancien quotidien de référence et l'ensemble de leur groupe au naufrage financier.

Dissidents ou expulsés, les anciens du *Monde* évoquent volontiers l'ambiance soviétique qui régnerait dans la citadelle de la rue Claude Bernard. La comparaison est encore plus judicieuse si l'on évoque la phase crépusculaire du régime, celle des dernières années de Léonid Brejnev.

A Paris, la troïka est incapable de changer son comportement autoritaire, sa ligne éditoriale (prime au scandale) et son idéologie libérale-libertaire. Sourde aux critiques du monde extérieur - celle de Philippe Cohen et de Pierre Péan (1), celle toute récente de Bernard Poulet (2) - elle liquide froidement des opposants internes et s'est récemment privée du talentueux Daniel Schneidermann (3) que l'on peut maintenant retrouver dans *Libération*.

Les trois calamités n'en poursuivent pas moins leur rêve de toute-puissance. Il ne suffit pas à MM. Colombani, Plenel et Minc de diriger *Le Monde*, il se veulent les maîtres d'un groupe de presse en perpétuelle expansion. Le quotidien *Le Monde* n'est que l'élément d'un groupe de presse (Le Monde SA) où l'on se flatte de défendre les valeurs humanistes et chrétiennes.

Fol est qui se fie à cet aimable langage. Dans un premier temps, la troïka a cherché à prendre le contrôle de journaux pour conforter sa place dans le champ médiatique : après son échec à *L'Express*, elle s'est emparée du groupe *Le Midi libre*. Mais c'est surtout pour

éviter le naufrage financier que le trio prend le contrôle de publications rentables et y place ses hommes avec une hâte brutale.

Alors que Jean-Marie Colombani avait promis de rétablir les finances du journal, la situation est aujourd'hui catastrophique : les pertes du *Monde* se chiffrent à 12,6 millions d'euros en 2001 et 17,2 millions en 2002 et l'endettement est supérieur à 100 millions - pour un chiffre d'affaires de 435 millions (4). La troïka est donc enfermée dans un cercle vicieux : pour trouver de l'argent frais, elle vient de prendre le contrôle du groupe PVC (Publications de la Vie catholique) qui édite notamment *Télérama*. Mais pour acheter, les trois calamités doivent emprunter aux banques et se faire prêter de l'argent par des groupes amis (François Pinault par exemple) en échange d'obligations remboursables en actions. Ce qui signifie que la troïka est en train de mettre en péril l'indépendance du *Monde*. Gribouilles !

Maria DA SILVA

(1) Pierre Péan et Philippe Cohen - « La face cachée du *Monde* », Mille et une nuits. 2003, prix franco : 24 €.

(2) Bernard Poulet - « Le pouvoir du *Monde*, quand un journal veut changer la France », La Découverte. 2003, prix franco : 19 €.

(3) Daniel Schneidermann - « Le cauchemar médiatique », Denoël. 2003, prix franco : 19 €.

(4) Détails et références sur le site Acrimed : <http://acrimed.samizdat.net/>

Lune de miel sino-américaine

George Bush a retenu une leçon de son père : demeurer en bons termes avec la Chine. L'Europe peut en être la victime si elle n'y prend pas garde.

Inaugurée dans une période de tension militaire avec la Chine, la présidence Bush n'a pas confirmé les plus noirs pronostics des « faucons » américains sur un conflit menaçant avec la seconde grande puissance potentielle du monde. Même le lancement d'un Chinois dans l'espace par la fusée Shenzhou 5 le 15 octobre n'a pas déclenché de panique contrairement au premier satellite russe en 1959. Pourtant cela en dit long sur les capacités chinoises en matière de missiles intercontinentaux et de satellites spatiaux. L'événement est presque passé inaperçu. Il coïncidait presque avec la rencontre des deux présidents à Bangkok au sommet de l'Association Asie-Amérique (APEC) où Bush a pu mesurer tout le poids diplomatique et économique du nouveau géant chinois. La Chine du président Hu Jintao se situe désormais d'emblée dans le camp des « Grands » et virtuellement comme le seul autre Grand. C'est là que l'Europe devrait faire attention.

La Chine est désormais sur orbite. Elle a rejeté sans bruit la diplomatie tiers-mondiste de l'afro-asiatisme pour entrer de plain-pied dans le concert des « Grands ». C'est ce qu'a symbolisé son invitation au G 8 à Évian en juin dernier. Elle est un partenaire incontournable des enjeux globaux depuis la non-prolifération nucléaire jusqu'à la globalisation économique et financière. Washington se garde bien de

se confronter avec Pékin sur tous ces sujets et coopère ouvertement quoi qu'il lui en coûte. Les États-Unis ont besoin de la Chine pour la Corée du Nord, mais aussi pour l'Iran et le Pakistan. La situation sur ces trois dossiers nucléaires s'est détendue parce que le président Bush est persuadé qu'il faut travailler en étroite concertation avec le quasi-allié chinois.

En année électorale, l'administration américaine ne peut néanmoins éviter de s'affronter au cactus chinois dans la mesure où le déficit du commerce américain avec la Chine atteint le record de 103 milliards de dollars : 125 milliards d'exportations chinoises aux États-Unis contre seulement 22 milliards de ventes américaines en Chine. Des pressions sont exercées en faveur de mesures de rééquilibrage : l'administration américaine met les bouchées doubles pour déminer le problème avant que ne s'ouvre la campagne. En réalité, ce déficit est largement orchestré par les décideurs de l'économie américaine. La Chine a en effet globalement un commerce extérieur parfaitement équilibré. Si le déséquilibre est si prononcé avec les États-Unis qui absorbent désormais le tiers des exportations chinoises, c'est que les consommateurs américains - et les grandes surfaces - y trouvent leur avantage. Par ailleurs, les entreprises manufacturières américaines n'ont pas le choix : où elles cessent d'être rentables, où elles investissent

là où le coût de fabrication est moindre. La vague de délocalisations qui avait favorisé dans un premier temps le Mexique profite désormais à la Chine, de telle sorte que les ventes effectuées par les filiales américaines en Chine dépassent déjà largement les exportations. Tant que ces deux moteurs de la relation sino-américaine fonctionneront, on ne voit aucune solution structurelle au déficit américain. D'autant que celui-ci - circonstance aggravante - ne coûte pratiquement rien : la Chine, comme le Japon - second déficit structurel avec les États-Unis - conserve en effet ses avoirs auprès du Trésor américain. La boucle est bouclée.

La situation présente paraît arranger tout le monde. Elle est néanmoins porteuse de risques majeurs. La « bulle chinoise » se dégonflera. Le tout est de savoir au détriment de qui ? Dans ce billard à trois bandes, l'Europe est la victime toute désignée d'un accord commercial ou financier sino-américain. Pour le moment en effet, les Chinois semblent avoir fait leur choix. Ils font la part belle aux États-Unis. Ils ont compris qu'il valait mieux suivre l'Amérique roue dans roue plutôt que de chercher à l'irriter inutilement, encore moins à la concurrencer, ce qui n'est pas - encore - dans leurs moyens. Le moment viendra. La Chine a le temps pour elle. Elle regarde en spectateur amusé les sempiternels affrontements transatlantiques comme l'eau qui coule sous le pont. Nous aurions tort de ne pas nous méfier.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **ESPAGNE** - Le prince Felipe, âgé de trente-cinq ans, héritier du trône d'Espagne, va épouser l'été prochain une journaliste de la télévision espagnole, Leticia Ortiz Rocasolano, âgée de trente et un ans. Les rumeurs sur cette union avaient commencé à courir depuis quelques jours et c'est sans doute pour y mettre fin que la Maison royale a précipité l'annonce de ces fiançailles ; sans doute aussi pour éviter les pressions des milieux ultra-conservateurs scandalisés par ce futur mariage. La jeune femme est en effet non seulement roturière mais divorcée d'un premier mari. Ces milieux conservateurs n'ont jamais admis les règles fixées par la Constitution de 1978 qui ne mettent comme condition au mariage de prince-héritier que l'accord du roi et des Cortes et non plus, comme dans le passé, l'exigence de la noblesse et de la catholicité du futur conjoint.

♦ **BELGIQUE** - Le roi des Belges, Albert II, accompagné de la reine Paola, a effectué en France sa première visite d'État depuis son accession au trône en 1993. La visite a commencé à Paris où Jacques Chirac a tenu à souligner « la profonde unité de pensée et d'action » entre les deux pays faisant, entre autres, allusion à la position commune prise par la France et la Belgique lors de la guerre contre l'Irak. Le roi et la reine ont ensuite été à Lille, accueillis par Martine Aubry et Pierre Mauroy, et ont participé à plusieurs réunions de travail sur la coopération franco-belge.

♦ **GRANDE BRETAGNE** - Selon plusieurs sondages concordants, les Anglais sont de plus en plus nombreux (actuellement 39 % contre 28 % il y a un an) à estimer que le prince William, deuxième dans l'ordre de succession au trône d'Angleterre, derrière son père le prince Charles, devrait succéder directement à sa grand-mère la reine Elisabeth.

♦ **IRAK** - Dans un entretien accordé à *Libération*, chérif Ali ben Hussein, un des prétendants au trône d'Irak s'est livré à une très vive critique de l'occupation américaine de son pays : « Les Américains n'ont aucune idée de ce qu'il faut faire. Ils ont commis des erreurs graves, comme la débaussification massive et la dissolution de l'armée. Ils ont complètement échoué à s'assurer du soutien des élites locales, ce que même le pouvoir précédent savait faire ». Interrogé sur la monarchie il a déclaré : « Le rôle de la monarchie est unique en Irak. Elle n'est associée à aucune communauté. Elle représenterait une instance indépendante dont le rôle serait d'éviter les abus de pouvoir, de protéger la Constitution et de veiller à ce que les droits de la minorité et des individus soient respectés. Un peu comme le roi Juan Carlos qui a aidé l'Espagne à sortir du franquisme ».

Les socialistes l'auraient fait. La droite va le faire : le processus de privatisation d'EDF est engagé avec

l'accord des partis dominants. Pourquoi ? Ce serait à la fois l'effet d'un mouvement inéluctable et la volonté de la Commission européenne. En fait, par idéologie, par laxisme politique et au mépris de la démocratie, on va détruire un monopole, propriété de la nation, qui a fait la preuve de son efficacité. Fin connaisseur des problèmes de l'énergie, François Soutt montre que la libéralisation se traduira, en Europe comme ailleurs, par des hausses de prix, des coupures de courant et maintes aberrations.

La « gouvernance » consiste à imposer aux citoyens les pratiques ultra-libérales dont ils ne veulent pas. De droite ou de gauche, les oligarques ne se contentent pas de présenter les bouleversements décidés en catimini sous les allures séduisantes de la « réforme » : ils mentent sciemment afin de gagner du temps puis déclarent que le changement est inéluctable.

Entreprise publique très appréciée par les Français, EDF est tristement exemplaire de ces procédés antidémocratiques. Lors du sommet européen de Barcelone, en mars 2002, Jacques Chirac et Lionel Jospin ont, l'un comme l'autre, abusé leurs électeurs potentiels en affirmant que l'ouverture du marché de l'électricité ne concernerait pas les particuliers. Et Nicole Fontaine mentait lorsqu'elle déclarait le 3 octobre de la même année que le même marché ne serait pas ouvert à 100 % : le lendemain 4 octobre, à Bruxelles, elle acceptait le principe de l'ouverture totale à la condition, oubliée dès le 25 novembre, qu'il y ait un « bilan d'étape ». Mais déjà Lionel Jospin avait fait adopter par sa majorité de gauche le projet de loi autorisant l'ouverture du marché de l'électricité le 10 février 2000. Deux mois

plus tôt, le ministre de l'Industrie Christian Pierret affirmait qu'EDF « a vocation à rester 100 % publique ». Voilà comment s'organise la prétendue fatalité.

Il s'agit là d'une fatalité par décret, assortie d'une philosophie niaise : « vivre avec son temps, à l'heure de la mondialisation »... Pourtant, la logique économique n'a pas changé depuis la chute du Mur de Berlin. Votée dans l'enthousiasme par les communistes et les gaullistes en 1946, la nationalisation de l'électricité visait à mettre un terme à l'inefficacité des groupes privés qui avaient sévi en France avant la guerre. Par la constitution d'un monopole, les responsables politiques de l'époque voulaient donner à la nation un service public assurant le développement économique et le progrès social.

Cette promesse a été tenue par l'ensemble du personnel d'EDF qui a, depuis la guerre, modernisé sans cesse la production d'électricité et le réseau de distribution. Le choix du nucléaire, qui assure aujourd'hui 80 % de nos besoins, a été en tous points judicieux et assure à la nation une sécurité d'approvisionnement qui a été payée par un suréquipement qu'on peut regretter - du moins pour le moment - mais qui donne à tous

les habitants du pays une assurance qui porte à la fois sur les conditions de travail (les ordinateurs ont besoin d'une vulgaire prise de courant !) et sur les nécessités vitales : se chauffer, s'éclairer, cuire les aliments (comme GDF va être également privatisé, on ne peut prétendre qu'on peut se passer du « tout électrique »).

C'est ce secteur stratégique que la classe dirigeante a décidé de liquider. Pourquoi ? François Soutt, haut fonctionnaire qui a une connaissance approfondie et directe du domaine de l'énergie, donne des explications convaincantes mais très éloignées des théories sur la rationalité des choix économiques et financiers.

Les principaux motifs, idéologiques, sont ceux qui fondent la propagande ultra-libérale : la loi du marché imposerait le libre mécanisme de l'offre et de la demande et la concurrence serait un principe sain, assurant la répartition optimale des ressources et des baisses de prix avantageuses pour les consommateurs. A l'appui de cette théorie, les ultra-libéraux invoquent les surinvestissements d'EDF et le mauvais fonctionnement de certains systèmes publics - surtout en Grande Bretagne et aux États-Unis.

C'est à partir d'une série de cas particuliers (prix trop éle-

vés en Californie, sureffectifs outre-Manche) que les commissaires politiques de l'ultra-libéralisme ont décidé d'appliquer une recette unique : ouverture à la concurrence, privatisation à tout-va. Le FMI y est allé de ses prescriptions, et Bruxelles a fait adopter une directive en ce sens qui va entraîner l'écroulement des systèmes intégrés dans l'ensemble de l'Union européenne.

Bien entendu, d'autres choix étaient possibles pour empêcher les erreurs et effacer les échecs : l'État pouvait inscrire dans de strictes limites les plans de développement des capacités nucléaires et, ailleurs, les systèmes publics pouvaient être mieux contrôlés et techniquement réformés. Un monopole bien dirigé peut ac-

Notre bien



ance

public

complir des révolutions technologiques utiles à tous comme France Télécom l'a montré dans un pays qui avait un système vieillot - celui du « 22 à Asnières ».

La fameuse « solution libérale » s'est révélée quant à elle désastreuse. Sur le plan théorique, les idéologues ultra-libéraux ont ignoré les enseignements de la science économique : la concurrence n'est pas une saine émulation mais une compétition destructrice ; la ruine des plus faibles entraîne la création de quelques grands groupes privés (oligopoles) qui se partagent le marché par ententes occultes et qui abusent de leur position dominante. On a beau changer de siècle et de millénaire, le renard libre troque toujours les pauvres volatiles du poulailler libre...

Une théorie fausse, qui a servi à fabriquer d'innombrables « modèles » aberrants, ne peut manquer d'avoir des conséquences pratiques déplorables. Ces conséquences ont été renforcées par le mépris, étonnant chez des « pragmatiques » auto-proclamés, des conditions effectives de la production et de la distribution de l'électricité. En véritable expert (homme d'expérience), François Soult explique que l'électricité ne se stocke pas : toute la production alimente immédiatement le système de distribution. En d'autres termes, il faut qu'une vanne soit ouverte ou fermée et la régulation d'un système nécessairement centralisé est une activité capitale comme on le voit lorsque surviennent des pannes « historiques » : celle de New York en 1977, de Paris en décembre 1978 et celle qui a récemment touché l'Italie.

Cette régulation technique est d'autant plus délicate qu'elle est fonction des aléas climatiques qui entraînent des consommations imprévues en été (les climatiseurs) comme en hiver. Autre particularité : l'importance des équipements à construire, donc des financements à mobiliser en fonction de prévisions à long terme car il faut plusieurs années pour construire des barrages, des centrales nucléaires ou de

nouvelles lignes de transport. Toute erreur de prévision peut être catastrophique et la rentabilité (si le mot a un sens en ce domaine) est lente à venir.

Les particularités de l'énergie électrique et le caractère vital de sa distribution régulière justifient le contrôle du secteur par les pouvoirs publics (nationaux ou régionaux selon les pays) et la centralisation du système. Dès lors, l'idéologie du marché et de l'ultra-concurrence entre sociétés privatisées ne pouvait conduire qu'à des échecs cinglants. Tel est le cas dans tous les pays qui nous ont précédés sur la voie de la libéralisation du « marché » de l'électricité.

L'exemple de la Californie est le plus connu. Dans cet État à la pointe de la modernité, les coupures de courant dues à des pénuries organisées par les spéculateurs, ont montré le caractère en tous points régressif de la « libéralisation ». Cité par François Soult, un des membres de la commission de régulation de l'électricité californienne, Carl Wood, dresse un constat affligeant : « *Les actionnaires des sociétés de distribution ont subi une baisse de 50 % des cours, les consommateurs une hausse de 40 % des prix, les salariés de l'industrie électrique une baisse de 35 % de leurs effectifs et le gouvernement californien un endettement de 9 milliards de dollars pour se substituer aux opérateurs afin de fournir de l'électricité pendant les quatre mois les plus durs de la crise...* ». Le naufrage d'Enron, provoqué par des spéculations éhontées camouflées un temps par la falsification comptable, est dans toutes les mémoires - qui peuvent se rafraîchir à la lecture de l'analyse très documentée de François Soult.

L'échec britannique est non moins patent : la dérégulation a provoqué de fortes hausses de prix suivies de baisses qui ont provoqué faillites et chômage ; le Brésil a subi la pénurie et de nombreuses cou-

pures de courant en 2001, de même que l'Espagne ; en Ontario, l'arrêt prolongé de deux réacteurs nucléaires permet de maintenir à un haut niveau le prix de l'électricité, sans que le coût de construction et d'entretien des deux réacteurs inertes entre en ligne de compte. Partout dans le monde la hausse de prix et la spéculation ont invalidé la théorie du marché, si bien que l'on observe actuellement une inversion de tendance : aux États-Unis notamment, les pouvoirs publics interviennent à nouveau pour contrôler et réorganiser le secteur de l'électricité.

C'est au moment où les pratiques ultra-libérales sont en passe d'être abandonnées que la France, sous la pression de Bruxelles, se prépare à soumettre le « marché » de l'électricité à la concurrence. François Soult démontre minutieusement l'absurdité de la décision prise : les réseaux de distribution sont et resteront des monopoles de fait, la mise en concurrence impliquera un éclatement d'EDF, les coûts induits par la privatisation seront considérables, les consommateurs n'y trouveront aucun avantage (au mieux) et subiront vraisemblablement des hausses importantes de tarifs, les financiers privés hésiteront devant des investissements gigantesques et nous risquons d'entrer dans un régime de pénurie dont il sera long et difficile de sortir.

Grâce à François Soult, nous connaissons maintenant la nature et l'ampleur de la menace que représente la libéralisation du secteur de l'électricité. Il nous reste quatre ans pour empêcher le désastre annoncé. De tous nos biens publics, EDF est un des plus précieux. Il doit être défendu comme tel, dans l'intérêt de la nation.

B. LA RICHARDAIS

François Soult
EDF, Chronique d'un
désastre inéluctable

prix franco : 19 €

Debray

Chaque année, l'Académie Chateaubriand, présidée par Michel Morht, décerne un prix qui distingue un écrivain dont le style honore l'œuvre de l'auteur des *Mémoires d'outre-tombe*.

Ce prix porte le nom de l'austère château où le jeune François-René passa une partie de sa jeunesse, et c'est à Combourg que son heureux bénéficiaire est reçu, sur les lieux mêmes que Chateaubriand évoque en des pages admirables.

Notre collaborateur et ami Gérard Leclerc avait reçu le prix Combourg en l'an 2000, après Philippe de Saint Robert et Philippe Barthelet, et avant Jean d'Ormesson, distingué en 2001.

Cette année, le jury, qui comprend entre autres personnalités madame de La Tour du Pin, propriétaire du château, Philippe de Saint Robert, Jean-Paul Clément et notre ancien camarade Hervé Louboutin, président du magazine *Le Nouvel Ouest* et fondateur du prix, a choisi d'honorer Régis Debray pour son ouvrage « *Dieu, un itinéraire* » (1).

Le prix a été remis au lauréat par Gérard Leclerc en présence de nombreux membres du jury et de leurs amis, parmi lesquels Régine Judicis, membre du comité directeur de la Nouvelle Action royaliste.

Le comité de rédaction de *Royaliste* adresse à Régis Debray ses amicales félicitations pour un prix qui réjouira tout particulièrement le public de nos Mercredis.

Y.A.

(1) « *Dieu, un itinéraire* », Odile Jacob, 2001, prix franco : 27 €. Cf. la critique de Gérard Leclerc dans notre numéro 785.

Que la Revue Française de Géopolitique consacre son premier numéro aux États-Unis n'a rien d'étonnant. Par son omniprésence sur la scène du vaste monde, c'est bien l'Amérique de Georges Bush qui fait aujourd'hui la une des gazettes.

Culture, religion, genèse de l'espace américain, médias, stratégie militaire, économie, politiques régionales, relations avec les autres grandes nations... : peu de choses échappent à l'investigation menée par ce numéro. Au terme de l'enquête, c'est, sur tous les fronts, le constat de la puissance des États-Unis qui s'impose. Non d'une puissance repue ou assise, ou qui aurait trouvé son point d'équilibre, mais bien d'une puissance en mouvement, toujours à la recherche de la suprématie, visant constamment l'absence de rivalité.

Certes, les États-Unis n'étaient pas fatalement destinés à devenir « l'hyper puissance » que nous connaissons maintenant. Il aura fallu que l'Europe se déchire et se précipite au moins par deux fois au fond du gouffre pour que Washington accède au statut impérial. Mais on aurait tort d'oublier les conditions dans lesquelles la jeune république s'est forgé un territoire : guerres faites aux Indiens (à la lisière du génocide), aux Espagnols, aux Mexicains (avec l'ambition sous-jacente, pour certains Américains, d'annexer purement et simplement l'ensemble du Mexique). Époque où naît justement cette idée de la « Frontière », de cette limite occidentale toujours repoussée, toujours niée

et qui, une fois atteinte dans sa dimension géographique sur les bords du Pacifique, migrera ensuite dans les espaces plus flous de l'imaginaire et des idées, reflets sans doute de cet autre espace, intersidéral celui-là et absolument sans limites, où elle retrouvera en toute logique un nouveau destin grâce à Kennedy.

Cet empire américain est donc en mouvement permanent. C'est notre empire des steppes à nous, hommes du XXI^e siècle, comme il est écrit avec justesse au détour d'un article. Cette quête sans relâche du « leadership » ne date pas d'hier, ni du 11 septembre, ni de l'accession à la présidence de George Bush junior. Elle transcende évidemment la division formelle entre Républicains et Démocrates. On aurait pu la croire aboutie avec le démantèlement de l'URSS et la promotion d'un « nouvel ordre mondial ». Mais ce n'était que l'orée d'une nouvelle chevauchée, celle qui allait mener à la mondialisation et à la captation des marchés

émergents ou libérés de l'emprise communiste. La diplomatie commerciale de l'ère clintonienne s'y est entendue à merveille. Sous l'autorité du premier président *baby-boomer*, « la prospérité économique des États-Unis, la volonté de maîtriser seuls les programmes clés du XXI^e siècle (télécommunications, aéronautique, spatial, médecine de pointe, etc.) sont devenus les premiers objectifs d'une stratégie de sécurité globale à forte dominante économique » (p.127, *La stratégie américaine de domination économique*, Éric Denécé).

Aujourd'hui, la volonté américaine d'éliminer ou d'affaiblir le moindre *challenger* conduit Washington à tout faire pour vassaliser l'Europe, à réduire la Russie à la portion congrue et à contenir la Chine autant qu'il est possible. L'arc de crise commence à se dessiner : pays baltes, Ukraine, Caucase, Asie centrale, Tibet, Corée. États-Unis, nouvelle menace mondiale ?

François VERRAZZANE

Revue Française de Géopolitique - « *Géopolitique des États-Unis*, Culture, intérêts, stratégies », n°1 - mars 2003 - dirigée par Aymeric Chauprade - Éd. Ellipses - prix franco : 19 €.



Vient de paraître :

Les Mythes du Seigneur des Anneaux

par François-Marin Fleutot

prix franco : 15,50 €

Judaïsme contre nihilisme

Il n'y a pas seulement un rapport d'étourdissante érudition entre le *Chateaubriand* de Marc Fumaroli dont nous parlions la dernière fois et l'ouvrage fleuve que nous offre Pierre Bouretz sur les philosophes juifs du vingtième siècle. Si je tiens ces deux livres pour les plus importants de la « rentrée littéraire », c'est en raison de leur parenté profonde au-delà de leur évidente différence. Il n'y a, a priori, pas grande ressemblance entre le père du romantisme français et des penseurs liés à la tragédie qui faillit engloutir leur peuple, sauf l'essentiel. Un commun refus d'une histoire qui aurait donné son congé définitif à la transcendance. Le moment historique, les interlocuteurs, les problématiques, les formes d'expression différent, mais l'enjeu commun n'en ressort qu'avec plus d'intensité. Ce n'est pas pour rien que la dernière page de Fumaroli réunit Chateaubriand et Tocqueville dans une même lumière eschatologique, alors que tout le propos de Bouretz est de faire apparaître le messianisme en tant qu'horizon partagé par les neuf écrivains dont il nous offre les monographies : Hermann Cohen, Franz Rosenzweig, Walter Benjamin, Gershom Scholem, Martin Buber, Ernst Bloch, Leo Strauss, Hans Jonas, Emmanuel Levinas.

« Voici quelques penseurs, écrit Bouretz dans son introduction. Ils étaient nés entre 1842 et 1905 ; ils sont morts entre 1918 et 1995 ; leurs existences traversent le XX^e siècle. Tous ont été de leur temps. Ils savaient ce que veut dire la sécularisation du monde : Dieu exclu de l'univers dans l'ordre de la science, hors des murs de la cité, simple invité du for intérieur (...) Pas un seul pourtant n'a accepté jusqu'au bout ce que réclame l'accomplissement de la sécularisation : que l'homme soit passionnément de ce monde ; que congé soit donné sans regret à toute transcendance ; que s'efface l'horizon d'un au-delà de l'histoire. » Leurs itinéraires particuliers sont pourtant loin de coïncider, leurs choix intellectuels paraissent parfois à l'opposé. Qu'y a-t-il apparemment de commun entre le marxisme hétérodoxe de Walter Benjamin et la redécouverte des trésors cachés de l'histoire juive entreprise par Gershom Scholem ? Entre un Martin Buber qui s'engage dans l'aventure sioniste et Hans Jonas incertain de son enracinement, même la démarche philosophique ne constitue pas une parenté évidente. Et pourtant, Jonas comme Buber aboutissent à la même critique radicale d'une modernité sécularisée, c'est-à-dire figée dans sa mondanité, insensible à la transcendance, mais aussi à une certaine façon de questionner qui préserve l'inouï de l'homme.

Or c'est là la caractéristique d'un Emmanuel Levinas qui avait lui-même compris la leçon, à la lecture de Franz Rosenzweig, dont on réédite fort heureusement le maître ouvrage *L'Étoile de la Rédemption* (1). C'est l'irréductible existence du sujet que défend Rosenzweig qui écrit son livre dans l'horreur de la Première Guerre mondiale et comprend que c'est Kierkegaard qu'il faut choisir et non pas Hegel.

par Gérard Leclerc



C'est l'Infini qu'il faut choisir et non la Totalité, la Rédemption personnelle et non la dissolution dans le cosmos. Avec la Seconde Guerre mondiale, Hans Jonas ferait la même expérience existentielle décisive, celle qui l'amènerait à une confrontation directe avec celui qui, pourtant l'avait initié à la pensée, Martin Heidegger. Dans la surabondante traversée accomplie par Pierre Bouretz, on peut retenir ce moment-là, car il est le plus révélateur du décrochage qui se produit entre des penseurs qui retrouvent leur inspiration juïque face à une modernité séculière, sourde, fermée à cet avenir imprévisible qu'est l'homme.

Pourtant, à sa manière, Heidegger n'a-t-il pas voulu s'émanciper d'un certain nihilisme ? Ne se soucie-t-il pas d'un oubli de l'être qui devrait consonner avec une perspective biblique ! Jonas ne veut pas être dupe, et comme Levinas, il constate « l'immanentisme rationnel » d'un paganisme qui défie le monde : « Lorsque Heidegger fait de l'homme « le berger de l'être » ce ne sont pas les créatures créées qui sont visées, avec leur visage et dans la perspective de la responsabilité, mais une instance terriblement anonyme ; qui s'impose par son appel à qui nul ne peut dire « non », comme ce fut le cas vis-à-vis d'Hitler. » Mais le cas de l'auteur de *L'être et le Temps* ne saurait être dissocié des autres représentants de la philosophie moderne, celle qui prétend formuler les termes d'un accomplissement de l'histoire, Nietzsche ou Hegel. Tous les témoins du futur selon Pierre Bouretz s'insurgent contre le nihilisme nietzschéen. Quant à Hegel, il est, en dépit de ses ambiguïtés, l'adversaire reconnu de chacun d'entre eux. Nous l'avons vu avec Rosenzweig, mais c'est aussi le cas d'un Benjamin. Celui-ci « tente un moment de soigner par le matérialisme un désespoir que l'amour de la littérature ne pouvait apaiser : mais il avait Scholem aux trousses et les éclats de ses dernières thèses atteignent la dialectique en plein cœur ». Quant à Ernst Bloch, le plus apparemment hégélien, il a saisi le péril d'une réconciliation avec le monde et il répugne à clore en système « une encyclopédie des espérances ».

Reste, en effet, ce grand défi du « désenchantement du monde », de « la mort de Dieu », auquel ils s'opposent en métaphysiciens qui refusent de céder « au monde tel qu'il va, au jugement de l'histoire et à l'effacement proclamé du supra sensible ». Ils le doivent « à la morsure plus ou moins profonde de l'idée messianique dont leurs œuvres portent la trace ». En reprenant chacun de ses neuf penseurs dans le parcours d'une vie et d'une œuvre, Pierre Bouretz nous en apporte la preuve sans jamais effacer leur complexité et leur originalité. Il devrait rendre ainsi un service majeur aux Français qui n'ont eu que l'écho de Levinas sans pouvoir toujours percevoir à quel point les penseurs juifs du vingtième siècle avaient, au cœur même d'un siècle hégélien, élaboré à leur façon des « contre-lumières ». Des « contre-lumières » qui ne méconnaissaient pas les lumières, mais ainsi que Leo Strauss le concevait, pouvaient sauver la raison du naufrage rationaliste. Ainsi ce ne sont pas Marx ou Freud qui incarnent la continuité d'une tradition sous forme de mutation, mais tous ces écrivains essentiels qui jamais ne voulurent, selon l'expression de Scholem que soit remis « le trône de la justice au matérialisme dialectique et le trône de la miséricorde à la psychanalyse ». Voilà qui ouvre pour demain une perspective à l'encontre du refrain désespéré d'on ne sait quelle fin de l'histoire.

■ Pierre Bouretz - « Témoins du futur - Philosophie et messianisme », Gallimard, prix franco : 49 €.

■ (1) Franz Rosenzweig - « L'Étoile de la Rédemption », La couleur des idées, Seuil, prix franco : 25 €.

Passion

Charles de Foucauld

De Pierre Louÿs, l'histoire a retenu l'image du séducteur, du dandy qui collectionnait les « passades » avec les filles du Quartier Latin et d'Algérie.

Existe-t-il évocation plus réaliste de l'esclavage de la passion que celle qu'il nous en donne dans *La Femme et le Pantin* ?

La *Carmen* de Mérimée et celle de Bizet, les voyages de Louÿs en Espagne, sa lecture des *Mémoires* de Casanova l'ont inspiré pour la rédaction de ce pathétique drame humain.

« Louÿs, a naguère pu écrire Michel Delon, coule ses hantises personnelles dans le mythe de la femme fatale, magnifiée et inquiétante, parée de toutes les beautés et de tous les maléfices. »

En littérature, le thème de la belle qui allège les porte-feuilles autant qu'elle crucifie les cœurs est récurrent.

Évitant les pièges d'un exotisme facile cher à Loti, l'Espagne de Pierre Louÿs est « celle d'un pays qu'il a aimé, d'une région qu'il a parcourue ».

La féminité animale de Concha, ombrageuse courtisane qui se refuse, son érotisme torride, sa capricieuse souveraineté, son pouvoir de destruction structurent le récit. Jusqu'au drame.

Avec Michel Jarrety, auteur de la présente édition, saluons « l'efficacité dramatique du récit et toute la puissance d'émotion d'une histoire qui de bout en bout maintient le lecteur en alerte ».

Michel TACK

■ Pierre Louÿs - « *La Femme et le Pantin* ». Le Livre de Poche, prix franco : 6 €.

Histoire d'un échec apparent mais source féconde d'un épanouissement spirituel contemporain considérable.

Le 19 décembre 1916 Charles de Foucauld était assassiné par une bande de Senoussites entrés en rébellion contre la présence française au Sahara. Dès 1921, sous l'amicale pression du grand orientaliste Louis Massignon, René Bazin, qui fut en relation épistolaire avec l'ermite de Tamanrasset publiait une biographie du supplicié qui eut un retentissement considérable. Ce livre est aujourd'hui réédité avec une préface du cardinal Poupard qui écrit « *La vie de Charles de Foucauld ressemble à un long itinéraire qui le conduit par des routes successives de l'ensablement à la lumière* ». Récit d'un itinéraire, voyage au cœur d'une âme plus que biographie, ce gros livre doit autant aux écrits spirituels et au journal de l'ex-officier, souvent et longuement cités qu'à l'auteur lui-même. On ne trouvera dans ces pages ni le détail ni l'anecdote qui font le sel de tels ouvrages et permettent souvent d'apporter les nuances nécessaires, on suivra tout de même cet homme exceptionnel de sa naissance à sa fin tragique.

Que peut signifier la réédition d'un tel ouvrage, bien daté, pour le lecteur en ce début du XXI^e siècle ? Au-delà d'une vie peu banale, on trouvera ici un document pour savoir l'histoire des mentalités. René Bazin en est l'auteur bien involontaire et tel n'était évidemment pas son objectif. Ce qui frappe dans ce livre c'est l'immense part de rêve dont il est imprégné ; rien n'est dicté par l'intérêt mais

par l'idée que beaucoup se faisaient alors - pas fondamentalement fausse d'ailleurs - de la supériorité d'une civilisation qui s'ancrait dans le précepte évangélique de l'amour du prochain par opposition à une civilisation d'oppression dans laquelle l'esclavage prospérait. C'était l'époque de l'expansion coloniale triomphante en Afrique du Nord. On parlait de la mission civilisatrice de la France.

On ne comprendrait rien à la vocation africaine du Père de Foucauld après sa foudroyante conversion en occultant cela. L'ermite du Sahara adhère pleinement à cette idéologie, à sa place naturellement, la dernière. Il ne veut être que le témoin jusqu'à l'absolu, de cet amour. Par l'exemple du don de soi aux autres il espère amener les musulmans au christianisme.

Il y a loin du rêve à la réalité. Pas un baptême, pas une conversion, pas un compagnon venu le rejoindre. L'échec ? Il porte un regard lucide sur la colonisation. Le 29 juillet 1916 il écrivait à René Bazin que si nous ne changions pas nos méthodes de colonisation, nous serions chassés d'Afrique du Nord avant cinquante ans. 1916-1966, le compte est bon.

Le temps a passé, il sera reproché à celui qui est devenu, pour l'église, le Frère Foucauld, son barresisme, son nationalisme, d'avoir été un instrument entre les mains des militaires ; certains, de nos jours encore, ne lui pardonnent pas d'être né vicomte, ri-

che et d'être devenu officier. C'est oublier que Charles de Foucauld a « dépouillé le vieil homme » au prix d'efforts surhumains et que ce « réactionnaire » s'était imposé « la triple loi de la fraternité, de l'égalité et de la liberté » et pour celui qui a racheté tant d'esclaves ce n'était pas là que des mots.

En définitive le livre de Bazin peut honorablement figurer dans une bibliothèque mais il est loin de rendre pleinement compte de la diversité de cet homme : enfant preux, officier aux mœurs dissolues, explorateur intrépide du Maroc, trappiste, prêtre, ermite mais aussi grammairien et linguiste. Une soixantaine de biographies ont été écrites sur le bienheureux Charles de Foucauld, d'autres le seront, on fera différemment mais pourra-t-on faire mieux que celle, splendide, que Jean-Jacques Antier lui a consacrée il y a peu, avec in fine, un chapitre entier sur l'extraordinaire épanouissement actuel de la famille spirituelle de Charles de Foucauld.

Michel FONTAURELLE

■ René Bazin - « *Charles de Foucauld : explorateur du Maroc, ermite du Sahara* ». Nouvelle Cité, prix franco : 23 €.

■ Jean-Jacques Antier - « *Charles de Foucauld* ». Perrin, prix franco : 22 €.

NDLR - Les amoureux du Maroc ne manqueront pas de lire aussi l'extraordinaire journal où Charles de Foucauld raconte son périple dans un pays alors fermé aux Européens. Déguisé en rabbin, il parcourra près de 2000 km qui le mèneront de Tanger à Oujda en passant par l'Atlas et le grand sud saharien :

■ Charles de Foucauld « *Reconnaissance au Maroc (1883-1884)* » - L'Harmattan - prix franco : 25 €.

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● **Mercredi 12 novembre** : Membre de l'Institut, ancien directeur de l'école française de Rome, savant historien de la Rome antique, **Claude NICOLET** est un familier de nos débats. Depuis une quinzaine d'années, nous poursuivons avec lui une polémique cordiale sur l'idée républicaine - à laquelle il a consacré un ouvrage fondamental. C'est dans cette perspective nationale et républicaine que Claude Nicolet s'est penché sur l'histoire des idées que nous nous sommes faites de la France au cours des siècles : question des origines, dans notre rapport avec la Rome antique ; question politique des relations entre Français et Germains, question sociale

des privilèges de la noblesse, question nationale dégradée en nationalisme. « **Comment se fabrique une nation ?** » La question a toujours été et demeure cruciale.

● **Mercredi 19 novembre** : Docteur ès lettres, spécialiste de la vie sociale et culturelle française au XIX^e siècle, **Anne MARTIN-FUGIER** a publié des ouvrages de référence sur les bourgeois - et sur leurs bonnes. Nous l'avons reçue pour le livre qu'elle avait consacré à « La vie quotidienne de Louis-Philippe et de sa famille » et nous l'écouterons avec plaisir évoquer maintenant « **Les salons de la III^e République** ». Une opinion courante fait de ces « salons » une des particularités de la France d'Ancien Régime. L'historienne de la formation du Tout-Paris nous expliquera qu'ils n'ont pas seulement survécu à l'effondrement de la monarchie restaurée et du Second Empire : ils jouent un rôle à tous égards stratégique après 1870 dans la vie intellectuelle et pour l'affermissement du nouveau régime. Au fil des dîners, des bals et des concerts, on croise Flaubert, Zola, Léon Blum, Paul Valéry... La sociabilité mondaine, c'est à la fois très amusant et très sérieux !

● **Mercredi 26 novembre** : Depuis plus de vingt ans, nos

réunions sont au carrefour de la vie politique et intellectuelle. Des centaines de chercheurs de toutes disciplines et de dirigeants de toutes tendances nous ont présenté leurs œuvres et leurs projets. En ajoutant ceux qui s'expriment dans notre journal depuis sa fondation en 1971, cela fait toute une génération... Alors qu'un changement d'époque s'annonce, il importe de faire le bilan des idées qui ont été agitées depuis 1968. Auteur de nombreux ouvrages, rédacteur en chef du *Débat*, **Marcel GAUCHET** qui vient de publier « *La condition historique* », est particulièrement bien placé pour analyser « **Nos passions intellectuelles** » anciennes et nouvelles. Que reste-il du structuralisme et du marxisme ? Que fut l'antitotalitarisme ? Que représente le mouvement des idées dans les changements de notre condition historique ? Témoins et acteurs nous-mêmes, il nous faut aujourd'hui retrouver nos traces et prendre nos marques.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une "carte d'abonné" (8 € pour l'année)

DÉCÈS

C'est avec beaucoup de tristesse que nous avons appris le décès, après une longue et douloureuse maladie de Jean TOUBLANC dans sa soixante et onzième année. Il avait participé à la fondation de notre mouvement en 1971 et avait fait partie de son Comité directeur pendant plusieurs années. Il s'était ensuite éloigné de nous tout en conservant de nombreuses amitiés au sein de la NAR.

Que sa famille trouve ici l'expression de nos condoléances.

RELIURES

Nous mettons à la disposition des lecteurs qui désirent conserver leur collection du journal, une très belle reliure pleine toile bleue frappée d'une fleur de lys et avec inscription « *Royaliste* » dorée.

➤ Cette reliure permet de contenir 52 numéros du journal. Elle est vendue au prix de 15 € franco.

➤ Nous disposons aussi d'anciens numéros du journal pour compléter les collections (prix franco : 2,60 € pièce).

➤ Vendus aussi par année complète (46 € franco) de 1977 à 2002 (sauf 1979).

CONGRÈS

Le Congrès annuel de la NAR se tiendra les 27 et 28 mars 2004. Rappelons que tous les adhérents de la NAR peuvent participer au travail des commissions (le 27 mars). Bonne occasion pour ceux de nos lecteurs qui voudraient s'impliquer plus à fond dans

notre action d'adhérer à la NAR (formulaire envoyé sur simple demande). Les thèmes retenus pour cette année sont, d'une part, « *La construction européenne* » et, d'autre part, « *La politique de l'énergie* ».

Merci de noter cette date sur vos agendas.

SERVICE LIBRAIRIE

RAPPEL : Notre service librairie est à votre disposition pour vous fournir non seulement les ouvrages mentionnés dans *Royaliste* mais également n'importe quel livre (à la condition qu'il soit encore disponible chez l'éditeur). N'hésitez pas à faire appel à nos services. On peut passer les commandes par téléphone (01.42.97.42.57).

➔ Nous nous chargeons également de la recherche d'ouvrages épuisés sans, bien sûr, pouvoir garantir le succès de la recherche

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@aol.com
- ✓ Site internet : <http://www.multimania.com/royaliste>
- ✓ Téléphone : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie/répondeur : 01.42.96.05.53
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

Adresse électronique :

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Le sens d'une injure

Dans *Commentaire* (1), Philippe Raynaud se plaint que la France ait « un triste privilège : celui d'être le seul pays où « libéral » est, à gauche, une injure ».

L'observation est pertinente mais gagne à être généralisée : « libéral » figure aussi dans le dictionnaire des injures qu'utilise la droite nationaliste autoritaire et pas mal de citoyens modérés.

Cela dit, ma consternation est encore plus vive que celle exprimée par Philippe Raynaud. Nous sommes en effet les héritiers directs des monarchiens et des monarchistes libéraux, bons lecteurs de Montesquieu, qui furent les premiers auteurs de la Révolution française : la Déclaration des droits de l'homme, la Nuit du 4 Août et la constitution de 1791 portent leur empreinte majeure (2). Et notre conception institutionnelle se situe dans la droite ligne de la monarchie parlementaire du XIX^e siècle qui a trouvé son prolongement dans la monarchie élective gaullienne. Le libéralisme politique fait partie de nos principes fondamentaux, qui sont à l'œuvre dans toutes les monarchies démocratiques européennes.

Nous devrions donc nous définir comme un mouvement monarchiste *libéral*, afin d'indiquer par ce seul mot la distance abyssale qui nous sépare des nationalistes et autres jacobins blancs. Hélas, il nous est aujourd'hui impossible d'évoquer notre filiation sans multiplier les précautions et les références car la plupart de ceux qui se réclament de la pensée libérale ont opéré un amalgame contestable entre le libéralisme politique et le libéralisme économique. Pire : la

pensée économique libérale a été durcie et réduite à quelques préceptes grossiers qui alimentent les prestations radio-télévisées d'experts douteux.

Cet ultra-libéralisme qui insulte la pensée économique a des conséquences désastreuses pour les peuples et les nations. « Libéral » est devenu une injure parce que le mot fait référence à cette idéologie dévoyée et aux pratiques qu'elle recouvre.



Comme Philippe Raynaud regrette qu'on ne puisse appliquer à la France la « thérapie de choc » proposée par les ultras de son camp, je me permets de préciser la signification de l'injure qui leur est adressée par quelques millions de citoyens de droite et de gauche.

Par la faute des libéraux, « libéral » est devenu synonyme de menteur, de corrompu, de destructeur.

Qu'on ne hurle pas au populisme. Dans son article, Philippe Raynaud souligne d'ailleurs la duplicité de la gauche qui, depuis vingt ans, masque sa pratique ultra-libérale sous un verbiage socialiste et européen. La droite fait de même en évoquant hypocritement la « réforme » même si

certains se réjouissent par écrit des mensonges qui ont facilité la « révolution libérale » (3).

Ce bouleversement économique et social a donc été imposé à un peuple qui était majoritairement hostile aux recettes ultra-libérales et qui continue d'y résister. Présentée comme un sacrifice nécessaire par le groupe des profiteurs et des privilégiés, cette contrainte est ressentie comme un attentat contre la démocratie. N'est-il pas rendu manifeste par le refus, depuis 1991, de tout référendum sur la question européenne ?

Je n'ignore pas que, dans toute l'Europe, les « thérapies de choc » sont conçues et exécutées pour le bien des gens. L'ennui, c'est que les classes moyennes et populaires – et de plus en plus de cadres supérieurs – constatent que les remèdes sont pires que les maux supposés. On vivait mieux au temps de l'inflation, du grand secteur public et nationalisé et de l'État providence que sous la férule des libéraux-sociaux et des socio-libéraux qui pratiquent la gouvernance alternée.

Je ne suis pas de ceux qui voient dans les « trente glorieuses » un paradis perdu, mais il est évident que le programme ultra-libéral aboutit à la ruine de secteurs entiers de l'activité industrielle et commerciale et à la destruction progressive des systèmes de protection sociale.

Les insultes qui fusent expriment l'immense colère d'un peuple appauvri et angoissé, qu'on humilie en lui reprochant sa prétendue paresse et qu'on prive d'avenir. Si c'est pour son bien, qu'on le lui prouve.

Bertrand RENOUVIN

(1) cf. Philippe Raynaud, « Métamorphoses du mal français », revue *Commentaire*, n° 103, automne 2003. Plon.

(2) Précisions et nuances dans « *Le royalisme, histoire et actualité* », Economica, 1997 – prix franco : 30 €.

(3) Par exemple Gilles de Margerie, in Roger Fauroux et alii, *Notre État*, Robert Laffont, 2001.